

ANASTASIA MAGAT, NATHAN RÉMILA et MARIE SALA (CGET)

## L'image des quartiers : plutôt positive dans la presse quotidienne régionale en raison de la proximité entre journalistes et sources

L'analyse<sup>1</sup> du vocabulaire utilisé dans les articles de la presse quotidienne régionale (PQR) (**Méthodologie**) qui traitent des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) permet de saisir la tonalité

du discours vis-à-vis de ces quartiers, les thématiques traitées et l'effet du Plan national de rénovation urbaine (PNRU) sur leur image.

### Une tonalité médiatique plutôt positive... sauf pour les quartiers HLM de banlieues éloignées

La PQR se distingue des autres médias, notamment de ceux d'audience nationale, par un traitement relevant moins de l'actualité des faits divers et une plus grande proximité avec le terrain. En outre, les journalistes locaux doivent entretenir des relations régulières et cordiales avec leurs sources (habitants, acteurs politiques et associatifs, etc.) dont ils sont dépendants. L'image des QPV dans la PQR y est donc plutôt positive. Les QPV sont pour la plupart traités par la PQR comme les autres quartiers, c'est-à-dire en relayant les événements et informations de la vie quotidienne sous forme d'agenda, sans forcément apporter un commentaire. Les thèmes récurrents à propos des QPV sont, par ordre d'importance, la politique, le logement, la sécurité, le sport et la culture. L'importance de la thématique de la politique<sup>2</sup> s'explique surtout par une relation perméable entre les journalistes et les

pouvoirs politiques dans la production d'information. La PQR adopte un vocabulaire qui exprime l'anticipation et la confiance (**graphique 1**). L'anticipation se traduit par un vocabulaire plutôt prévisionnel lié à la publication d'informations locales sous forme d'agenda. Davantage d'émotions sont présentes dans le Journal de l'Île de la Réunion. Il utilise, ainsi que la Voix du Nord, plus souvent un vocabulaire lié à la surprise. Le Parisien a, quant à lui, un traitement négatif pour les quartiers HLM périphériques et de banlieues éloignées, avec un vocabulaire principalement axé sur et autour des thématiques de la politique et de la sécurité (**graphique 2**). Il se distingue par un vocabulaire dégageant de la peur, de la tristesse, de la colère. Ceci peut s'expliquer par le positionnement original de ce média à la frontière entre presse nationale et PQR.

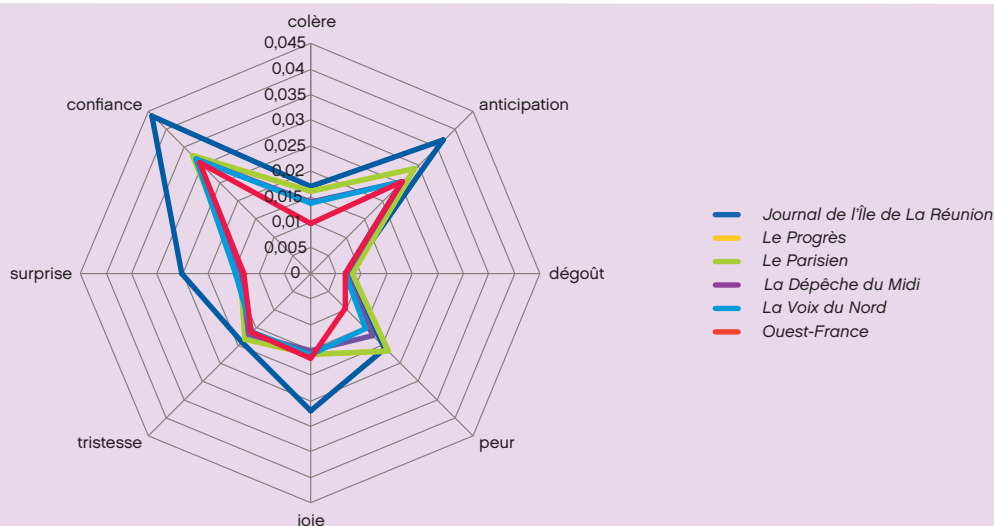
### L'effet du PNRU sur l'image des QPV, peu lisible dans la PQR

Le logement figure parmi les trois thèmes les plus récurrents traités par la PQR à propos des QPV. Il l'est plus encore pour les quartiers HLM périphériques ou de banlieue éloignée, ce qui peut témoigner de besoins accrus en termes de rénovation urbaine. Pour les QPV pris en compte dans le champ d'analyse, les opérations du PNRU se traduisent tout d'abord par une augmentation du nombre d'articles autour de la thématique du logement durant la période de conventionnement avec l'Anru. Constat est fait que six ans après le début de l'opération réalisée dans les quartiers des Mureaux et dans celui de la Grande Reyssouze Terre Des Fleurs de Bourg-en-Bresse, la tonalité médiatique, négative avant l'opération, s'améliore et devient positive. Concernant la Grande Reyssouze Terre Des Fleurs,

la thématique du logement a pris l'ascendant sur les thématiques de la vie locale et de la sécurité qui primaient avant l'opération. Mais en 2017-2018, le ton devient négatif à propos des quartiers des Mureaux et de la Grande Reyssouze Terre Des Fleurs. Pour ce dernier, c'est en raison de travaux de rénovation de la voirie qui entraînent des problèmes de circulation. Cela ne remet donc pas en cause l'amélioration de l'image de ce quartier dans la PQR du fait du PNRU. *A contrario*, alors que la tonalité médiatique était positive pour le quartier de la Goutte d'Or (18<sup>e</sup> arrondissement de Paris) avant l'opération du PNRU, elle est devenue négative six ans après. En 2017-2018, la tonalité médiatique est toujours négative pour ce quartier. Cette analyse ne permet donc pas de conclure sur un éventuel effet global du PNRU sur l'image des quartiers.

1. Cette analyse est un des volets d'exploration sur l'image des quartiers réalisés par l'ONPV à la demande du Conseil national des villes.

2. Ce sont les mots dont la racine est : «mair\*», «syndica\*», «député\*», «président\*», «minist\*», «gouvern\*», «grèv\*», «préfet\*», «pétition\*», «élect\*», «municipal\*», «administr\*».



**Graphique 1**  
Tonalité médiatique des quartiers prioritaires par les quotidiens de la presse quotidienne régionale

**Note :** les niveaux correspondent à la moyenne des scores obtenus avec le dictionnaire NRC *Emotion Lexicon*.  
**Source :** base de données ONPV-CGET. Les données sont issues d'une base de données presse produite dans le cadre de l'étude.

**Champ :** 37 quartiers prioritaires sélectionnés, traités par 6 journaux de la presse quotidienne régionale Ouest-France, la Voix du Nord, le Parisien, la Dépêche du Midi, le Progrès, le Journal de l'île de La Réunion.

**Note de lecture :** le journal Ouest-France a le moins recours à un vocabulaire lié à la colère. Pour mesurer «l'anticipation» le vocabulaire utilisé regroupe des mots tels que : «attendre», «dérouler», «en cours», «en suspens», «demain», «représentant», «résulter», «temps». Le sentiment de la «confiance» est mesuré par des mots tels que : «accord», «accepter», «accompli», «admirer», «conseil», «affirmer», «affection», «allégeance», «allié», «détermination», «engager», «réussir».



**Graphique 2**  
Tonalité médiatique pour les quartiers HLM de banlieues éloignées

**Source :** base de données ONPV-CGET. Les données sont issues d'une base de données presse produite dans le cadre de l'étude.

**Champ :** 9 quartiers HLM de banlieues éloignées sélectionnés, dont 5 traités par le Parisien, 3 par Le Progrès et 1 par Ouest-France.

**Note de lecture :** le quartier Kéréderm (Brest) a une couverture plus positive que négative.

## Méthodologie

Cette étude a porté sur 37 quartiers prioritaires, sélectionnés de manière à être représentatifs de la typologie cadre de vie de l'ONPV (Marie Sala, «Typologie des quartiers prioritaires dans leur environnement», *Rapport annuel ONPV, 2016*). Cette sélection comporte quelques quartiers ayant bénéficié du PNRU ainsi que des quartiers entrants en politique de la ville en 2015. Un équilibre a, par ailleurs, été recherché entre les QPV très médiatisés et ceux l'étant moins.

Les articles de presse traitant des quartiers sélectionnés sont issus de Ouest-France, La Voix du Nord, Le Parisien, La Dépêche du Midi, le Dauphiné Libéré et Le Journal de l'île de La Réunion. Cette sélection garantit une diversité des territoires couverts. Les articles du corpus ainsi constitué sont analysés à l'aide de méthodes d'analyse textuelle, dont de la statistique textuelle. La date de publication des articles étudiés va du début de l'archivage, qui varie selon le titre de presse, à 2018.

NATHAN RÉMILA (CGET – ONPV), en lien avec MÉMONA HINTERMANN-AFFÉJEE (CSA)

## Les quartiers populaires à la télévision : les résidents des grands ensembles quasiment invisibles

### Un baromètre intégrant, pour la première fois, le lieu de résidence

Depuis 2009, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a mis en œuvre un «baromètre de la diversité» qui constitue un outil d'évaluation objective de la perception de la diversité de la société française à la télévision. Au fil des années, le CSA a fait évoluer son baromètre en y intégrant de nouveaux critères quantitatifs – tels que la situation de précarité ou, pour la première fois en 2018, en lien avec le Conseil national des villes (CNV) celui du lieu de résidence<sup>1</sup> – mais aussi qualitatifs, tel que le rôle positif, négatif ou neutre des personnes présentes à l'antenne.

La méthode repose sur un visionnage systématique des programmes (hors publicités et bandes-annonces) de dix huit chaînes télévisées<sup>2</sup>. Ce travail

d'indexation représente près de 2400 programmes (environ 1450 heures) dont 700 fictions, 600 magazines/documentaires, 500 programmes d'information, 400 divertissements et près de 80 retransmissions sportives. Lors du visionnage, les indexateurs<sup>3</sup> du CSA classent les personnes qui s'expriment à l'antenne selon les critères d'intérêt (sexe, lieu de résidence, etc.). Cette indexation est réalisée en tenant compte des catégories de sens commun supposé, c'est-à-dire, selon la perception qu'en auraient la plupart des téléspectateurs. Cette perception se constitue tout au long du programme, en fonction de nombreux éléments qui peuvent être visibles à l'écran, dits, écrits ou même induits.

### Une diversité des territoires peu visible à l'antenne

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) se situent très majoritairement dans des quartiers de type HLM (82 %)<sup>4</sup>. Les territoires de «grands ensembles de banlieues populaires» sont donc une bonne approximation des quartiers prioritaires, dans les faits et dans l'imaginaire populaire. En 2018, 3 % des personnes sont indexées comme résidant dans les «grands ensembles de banlieues populaires» (**graphique 1**). Cela constitue une sous-représentation car 6,1 % de la population vit dans un QPV de type

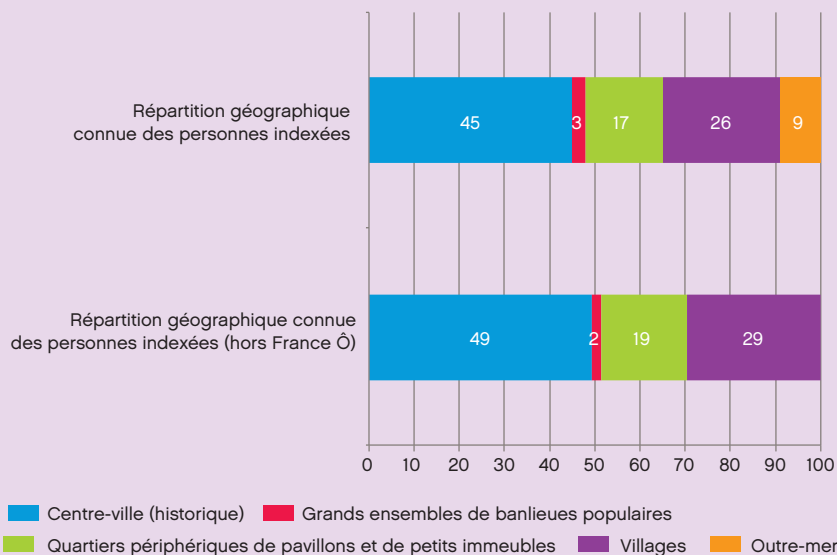
HLM<sup>5</sup> en métropole. 9 % des personnes indexées sont perçues comme résidant en Outre-mer et 17 % comme résidant dans un quartier périphérique. Si l'on exclut la chaîne France Ô de l'analyse, seules 0,3 % des personnes présentes à l'écran résident en Outre-mer<sup>6</sup> et 2 % dans «des grands ensembles de banlieues populaires» alors que 49 % résident en centre-ville (historique), 29 % dans un village et 19 % dans un quartier périphérique de pavillons et de petits immeubles.

### Une représentation stéréotypée des grands ensembles

La représentation des personnes résidant dans les grands ensembles de banlieues populaires apparaît comme particulièrement stéréotypée puisqu'elles sont plus souvent qu'ailleurs indexées comme «non blanches» et «jeunes». Alors que 3 % des personnes sont indexées comme résidant dans un de ces quartiers, ils représentent 5 % des personnes «non blanches»

(**graphique 2**) et 4 % des moins de 20 ans. Ils apparaissent plus souvent dans les programmes d'information (5 %) et de fiction (4 %) que dans les magazines/documentaires ou les divertissements (1 %). Dans les fictions, ils représentent plus souvent des personnages secondaires et moins souvent des héros ou des personnages principaux (respectivement 4 %, 2 % et 2 %).

1. Dans le baromètre 2018, les 7 critères indexés sont : l'origine perçue ; le sexe ; la catégorie socioprofessionnelle ; le handicap ; l'âge ; la situation de précarité ; le lieu de résidence («centre-ville (historique)», «quartiers périphériques de pavillon et de petits immeubles», «grands ensembles de banlieues populaires», «villages», «les Outre-mer»).
2. Observation réalisée du 4 au 10 juin et du 10 au 16 septembre 2018, entre 17h et 23h, ainsi que durant les journaux d'information de la mi-journée de ces chaînes.
3. L'équipe d'indexateurs est un groupe hétérogène, composé d'hommes et de femmes, de différents âges et issus de milieux sociaux différents afin de représenter au mieux la diversité, tant par les profils que par les origines.
4. Marie Sala, «Typologie des quartiers prioritaires dans leur environnement», *Rapport annuel ONPV 2016*.
5. C'est-à-dire dans un quartier de type HLM de petites unités urbaines, HLM de banlieues éloignées ou HLM périphériques.
6. En France, environ 3 % de la population réside Outre-mer.

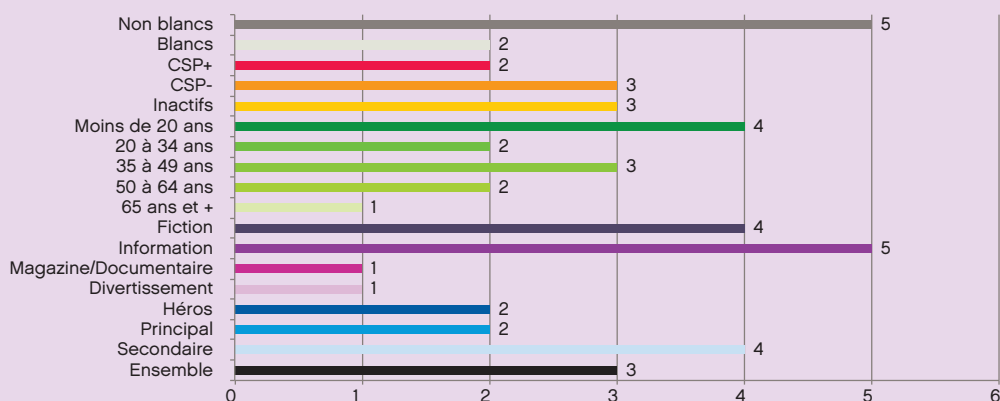


**Graphique 1**  
Répartition géographique connue des personnes indexées (en %)

Source : baromètre de la diversité, CSA.

Champ : personnes dont le lieu de résidence est indexé parmi 37100 personnes vues sur TF1, France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô, M6, W9, BFM TV, C8, CStar, Gulli, CNews, NRJ 12, TMC, TFX, RMC Story, Canal +, du 4 au 10 juin et du 10 au 16 septembre 2018, sur les tranches horaires de 17 h à 23 h ainsi que durant les journaux d'information de la mi-journée de ces chaînes, hors publicités, bandes annonces, membres des publics et des foules, personnes dont on parle mais dont on ne sait rien, personnes/personnages qui n'ont pas de traits humains réalistes.

Note de lecture : 45 % des personnes indexées sont perçues comme résidant dans un quartier de «centre-ville (historique)».



**Graphique 2**  
Part de personnes indexées résidant dans des grands ensembles de banlieues populaires (en %)

Source : baromètre de la diversité, CSA.

Champ : personnes dont le lieu de résidence est indexé parmi 37100 personnes vues sur TF1, France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô, M6, W9, BFM TV, C8, CStar, Gulli, CNews, NRJ 12, TMC, TFX, RMC Story, Canal +, du 4 au 10 juin et du 10 au 16 septembre 2018, sur les tranches horaires de 17 h à 23 h ainsi que durant les journaux d'information de la mi-journée de ces chaînes, hors publicités, bandes annonces, membres des publics et des foules, personnes dont on parle mais dont on ne sait rien, personnes/personnages qui n'ont pas de traits humains réalistes.

Note de lecture : 5 % des personnes indexées non blanches sont perçues comme résidant dans un quartier de «grands ensembles de banlieues populaires».

NELLY GUISSÉ et JÖRG MÜLLER (Crédoc)

## La construction du regard sur les quartiers « sensibles » : entre discours médiatiques et vécu personnel

À la demande du CGET, le Crédoc a réalisé une étude sur le regard porté sur les quartiers qualifiés de sensibles<sup>1</sup>. Cette étude vise à décrypter les représentations liées à ces quartiers et à mettre au jour les

mécanismes de perception, notamment en jugeant le rôle que jouent les médias dans la construction des représentations.

### Une personne sur deux a un lien personnel avec les quartiers « sensibles »

51 % des Français n'ont aucune expérience personnelle de quartiers qu'ils qualifient de sensibles : ils n'y vivent pas, ne s'y rendent pas et ne connaissent pas de famille ou d'amis qui y vivent ou y travaillent. 41 % ont des liens indirects ou ponctuels avec des quartiers « sensibles » : sans y vivre, ils s'y rendent parfois ou y connaissent des proches. Enfin, 8 % déclarent y vivre. Les habitants des quartiers « sensibles » se caractérisent notamment par leur précarité (43 % se

considèrent comme défavorisés) et une forte insatisfaction vis-à-vis de leur cadre de vie (46 %). Vivre dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et vivre dans un quartier « sensible » sont deux réalités étroitement liées mais qui ne se recoupent pas totalement : six habitants des QPV sur dix ne considèrent pas comme sensible le quartier dans lequel ils vivent et 5 % des habitants hors QPV estiment vivre dans un quartier « sensible » (**graphique 1**).

### L'image des quartiers « sensibles » : entre délinquance, relégation territoriale et dynamisme de la société civile

Invités à décrire spontanément ce qui caractérise les quartiers « sensibles », les Français évoquent, majoritairement et avant tout, l'idée d'insécurité (56 %) ; la moitié (50 %) y associe des idées de difficultés sociales ou de relégation territoriale. Aux côtés de ces représentations spontanées dominées par des évocations négatives, les Français reconnaissent également le dynamisme et le potentiel de développement de la société civile dans ces quartiers : environ un Français sur deux

estime que ces quartiers se distinguent par une forte solidarité entre les habitants, par un tissu associatif dense et dynamique ou par la force d'une jeunesse méritante (**graphique 2**). Néanmoins, la majorité des Français (51 %) reste convaincue que la situation dans les quartiers « sensibles » s'est plutôt dégradée au cours des dernières années, et les attentes vis-à-vis des pouvoirs publics sont fortes pour endiguer la situation : 88 % réclament un engagement accru de l'État.

### Un regard construit par le vécu personnel et les médias

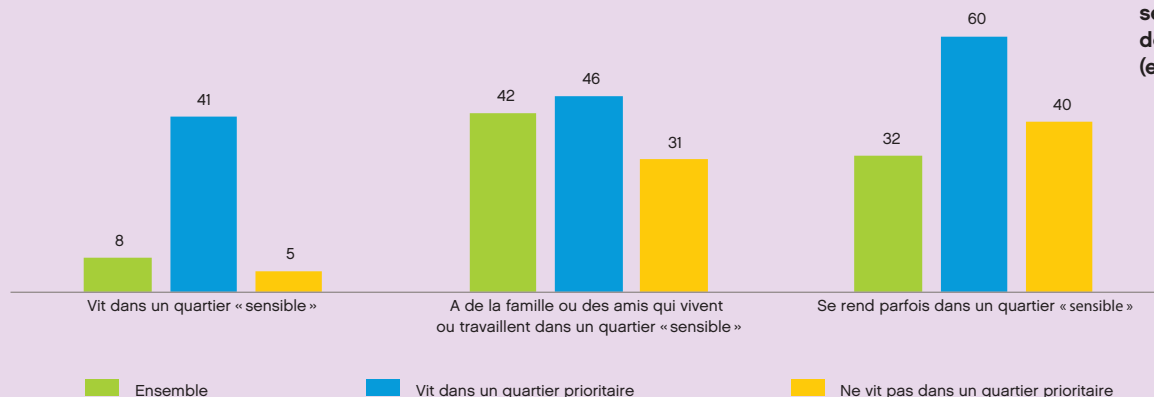
Les représentations des quartiers « sensibles » varient sensiblement selon le lien de proximité avec ces quartiers (**graphique 2**) et les canaux d'information mobilisés. Les habitants des quartiers « sensibles » portent un regard partagé sur ces quartiers et leurs habitants, alors que les personnes qui n'y vivent pas mais qui ont une expérience personnelle indirecte portent le regard le plus positif. Les personnes qui ne disposent d'aucune expérience de proximité, qu'elle soit directe ou indirecte, portent un regard qui apparaît influencé par les canaux d'information les plus

souvent mobilisés, en lien également avec leur capital social et culturel : ceux qui s'informent essentiellement au travers de documentaires ont un regard plus compatissant que les autres ; à l'opposé, ceux qui entendent parler des quartiers « sensibles » par les réseaux sociaux portent un regard plus critique qu'en moyenne sur les habitants et particulièrement sur la jeunesse de ces quartiers ; enfin, ceux qui privilégient les journaux télévisés (premier canal d'information sur les quartiers « sensibles » pour une personne sur deux) portent un regard proche de la moyenne.

1. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » a été réalisée en face-à-face, auprès de 2000 personnes majeures résidant en France métropolitaine (hors Corse). L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas.

Dans les villes et leur périphérie, certains quartiers sont parfois qualifiés de « sensibles ».  
 Vous-même, vivez-vous dans un quartier « sensible » ?  
 Vous rendez-vous parfois dans un quartier « sensible » ?  
 Avez-vous de la famille ou des amis qui vivent ou travaillent dans les quartiers « sensibles » ?

**Graphique 1**  
 Lien avec les quartiers « sensibles » selon le lieu de résidence (en %)



Source : Crédoc, *Enquête Conditions de vie et aspirations*, juin 2018.

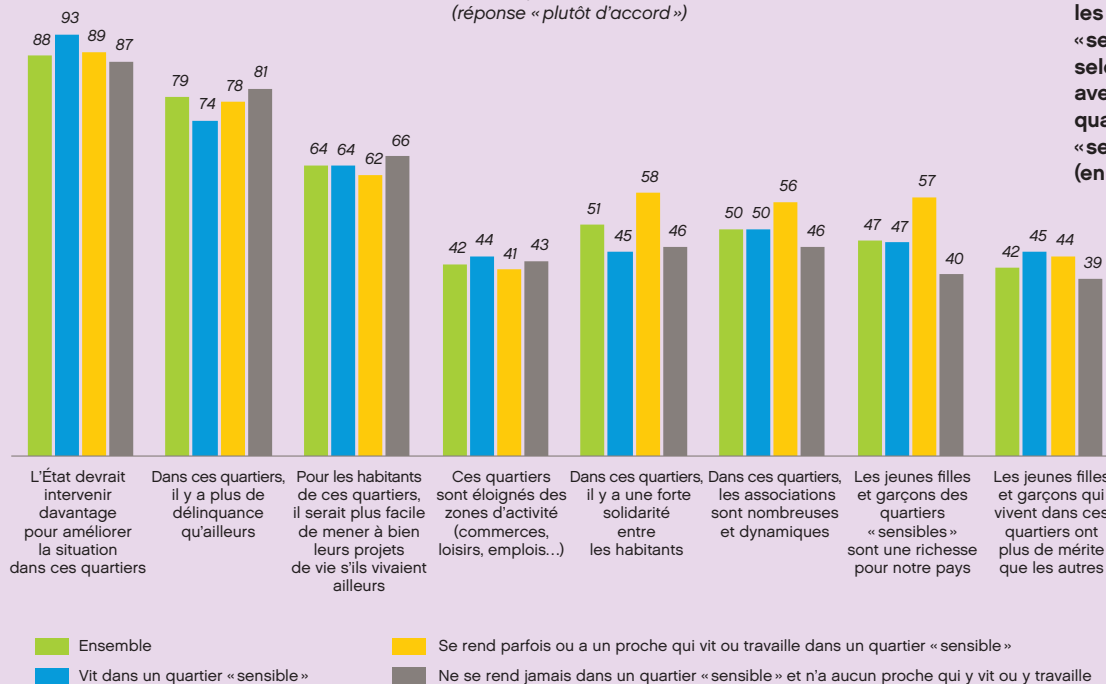
Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitement : Crédoc.

Note de lecture : en juin 2018, 41 % des habitants des quartiers prioritaires considèrent vivre dans un quartier sensible.

Voici un certain nombre d'affirmations concernant les quartiers « sensibles ». Étes-vous d'accord ou pas avec chacune d'entre elles ? (réponse « plutôt d'accord »)

**Graphique 2**  
 Regard sur les quartiers « sensibles » selon le lien avec des quartiers « sensibles » (en %)



Source : Crédoc, *Enquête Conditions de vie et aspirations*, juin 2018.

Champ : ensemble des résidents en France métropolitaine (hors Corse) âgés de 18 ans et plus.

Traitement : Crédoc.

Note de lecture : en juin 2018, 81 % des personnes ne se rendant jamais dans un quartier « sensible » et n'ayant aucun proche qui y travaille ou y vit considèrent que dans ces quartiers, il y a plus de délinquance qu'ailleurs.